

Mes curés et mes camarades

En mai 1968, j'étais interne dans un établissement privé catholique. De hauts murs protégeaient nos âmes juvéniles du tumulte urbain, dont nous n'avions connaissance qu'en écoutant en cachette nos petits postes de radio japonais. Mais quand la crise devint plus vive, les bons pères décidèrent de nous renvoyer momentanément dans nos foyers. Ce fut pour moi l'occasion d'étrenner la bicyclette que j'avais reçue en cadeau quelques semaines plus tôt, pour ma communion solennelle.

Avec le recul, je retiens de cette époque de nombreux paradoxes. En effet, dans les mois et les années qui suivirent mai 68, le souffle de l'esprit contestataire réussit tout de même à franchir les portes de notre internat. Et là, nous avons donné dans la surenchère la plus ubuesque, sous le regard bienveillant de prêtres qui avaient déjà fait leur propre « révolution culturelle » et jeté leurs soutanes à l'occasion du Concile Vatican II (qui s'était terminé en 1965).

Ce fut tout d'abord l'abolition du « privilège de l'estrade ». Jusqu'alors, nos professeurs professaient devant le tableau noir, sur une estrade, devant des rangées de pupitres soigneusement alignés sur le plancher en bois. Après mai 68, cette inégalité flagrante entre enseignant et enseignés était inadmissible. Il fallut donc chambouler tout cela. Le bureau du professeur était positionné au centre de la classe, et les pupitres des élèves disposés en ronds concentriques autour. Les profs se prêtaient plus ou moins à cette nouvelle manière d'enseigner les mathématiques ou le latin. Les plus enthousiastes étaient les littéraires, plus à gauche, et les curés défroqués qui étaient nombreux dans notre établissement. (On n'est pas rancunier chez les bons pères !)

Il y avait bien sûr les profs récalcitrants, dénoncés – sous le manteau – comme « fascistes », qui voulaient continuer comme avant. Mais leur autorité naturelle était telle que nous

n'osions contrevenir à leurs méthodes rétrogrades parce que magistrales. Alors pour qu'ils ne nous engueulent pas, il fallait réaménager les salles de classe à l'ancienne mode, juste avant leurs cours. Puis à la fin de leur heure, il fallait remettre les tables en rond pour le cours du prof « progressiste » qui allait suivre. Ainsi, nous devenions des spécialistes en déménagement rapide de mobilier scolaire, puisque les interours ne duraient que cinq minutes.

Une autre innovation intéressante due à la juste lutte de nos collègues « du public », c'était les délégués de classe. Désormais, il fallait que collégiens et lycéens donnent leur avis sur tout et n'importe quoi, y compris sur la manière d'enseigner. Je connus ainsi mes premières joutes électorales, avec des professions de foi plus ou moins démagogiques. Je me suis retrouvé délégué de classe, dans des réunions avec enseignants et parents d'élèves où l'on regardait avec condescendance les représentants des élèves et où je trouvais qu'on ne disait rien d'intéressant. Je n'ai appris que bien plus tard que les véritables réunions se tenaient sans nous, et que nous ne faisons que de la figuration. J'ai retrouvé plus tard cet artifice de la double séance, dans des conseils municipaux, quand le mode de scrutin permit à l'opposition d'être représentée.

La fonction la plus cocasse du délégué de classe, c'est de représenter les élèves aux conseils de discipline. Il y en avait de nombreux, car évidemment nous étions tellement contestataires que nous dépassions souvent les bornes, surtout quand ces bornes elles-mêmes étaient contestées. Très rapidement, le rôle du délégué de classe au conseil de discipline devint celui d'un avocat de l'accusé. Nous apprîmes ainsi à monter de véritables plaidoiries, et je me souviens avoir défendu les exactions les plus indéfendables, y compris des faits de violence. Evidemment, nous jouions à fond la carte des arguments « sociaux ». Le délinquant en herbe était-il de milieu modeste ? C'était la faute à la société. Était-il au contraire issu de la bourgeoisie la plus urbaine ? C'était alors la faute à ses parents qui devaient certainement

l'opprimer par un carcan répressif inadmissible, même si l'accusé vivait dans la jeunesse dorée et gâtée. Bref, on gagnait à tous les coups. Le « il est interdit de punir » devenait le corollaire juridique du « il est interdit d'interdire ».

Et des coups, nous avons fait, et bien plus que les « 400 coups » ! Ca allait des canulars les plus sophistiqués – qui demandaient parfois des semaines de préparation – à des actes bien plus inavouables. Evidemment, l'« excuse sociale » jouait à fond, mais aussi la justification politique. Voler des disques 45 tours ou des petites voitures Majorette aux Nouvelles Galeries était un acte de résistance héroïque contre tout ce qu'on veut : le patronat – qualifié de « truand » à l'époque alors qu'il n'est que « voyou » aujourd'hui -, la société de consommation, le grand capital. Et encore, nous n'avions pas encore la mondialisation ou le turbocapitalisme au service de notre maigre vocabulaire militant !

Evidemment, nous avons commis des actes plus graves que ces menus larcins. Quarante ans plus tard, je n'ose pas encore en parler, j'ai trop de remords. Il y eut des blessés, des jeunes détruits par l'alcool à 17 ans, et les premières overdoses.

Mais l'esprit de mai 68 nous a apporté des luttes plus nobles. Celle dont je me rappelle le plus, c'est notre combat pour l'interruption volontaire de grossesse. Je n'ai pas encore bien compris ce qui nous poussait à ce combat. En effet, nous étions de jeunes garçons, et dans l'enseignement catholique qui plus est, alors que l'Eglise est toujours farouchement opposée à l'IVG. Nous ne fréquentions pas les filles, ou très peu et toujours à titre individuel. La gente féminine nous était en quelque sorte étrangère. Certes, quelquefois, une vague connaissance, la sœur d'un ami ou l'amie d'une sœur, se trouvait face à une grossesse non désirée. Mais c'était rare, du moins autour de moi.

Et pourtant, nous nous sommes battus, nous avons manifesté tant et plus, et nous avons même fait venir des représentantes du Planning Familial dans notre internat catholique pour des

conférences. Les jeunes générations ont sans doute peine à imaginer combien ce combat était alors révolutionnaire : c'était des années avant la loi Veil, votée sous Valérie Giscard d'Estaing en janvier 1975. (Pour fixer les idées, Caroline Fourest est née en 1975 !)

Avec le recul, je pense que notre engagement pour l'IVG était paradoxalement dû au fait que la séparation entre filles et garçons perdurait dans ce milieu catholique – et bien après mai 68. En effet, les filles, en nous étant « étrangères », nous conduisant à une sorte de respect forcé de l'altérité, et donc à un respect tout court. Nous étions solidaires d'un combat parce que nous le respections, bien qu'il ne nous impliquât pas. Il y avait aussi peut-être un zeste de charité chrétienne dans le sens noble du terme, ce sens que les Eglises – et surtout l'Eglise catholique – a si souvent ignoré. Bref, nous appliquions les Evangiles à la lettre, nous étions des « chrétiens radicaux » !

Un autre de mes premiers engagements politiques fut... l'écologie ! Au lycée, je commençais à fréquenter les premiers « écolos », qui n'ont rien à voir avec les politiciens verts de nos jours. Nous suivions l'enseignement de véritables écologistes comme René Dumont. Ces mouvements avaient une culture résolument non-violente. Nos gourous étaient Lanza Del Vasto ou le Général de Bollardièrre. Nous étions antimilitaristes, et nous avons aidé des objecteurs de conscience qui étaient entrés en clandestinité.

Lanza Del Vasto faisait le lien entre notre culture chrétienne – je dis bien « chrétienne » et non « catholique » – et cette nouvelle pensée non-violente et écologique. Au fond, entre mes camarades et mes curés – plus exactement, seulement certains d'entre eux -, il y avait une convergence morale, que je n'ai compris que bien plus tard. Il y avait avant tout un respect de l'homme et de la nature qui n'a rien à voir avec les diktats répressifs des Eglises.

Et donc, très naturellement, nous avons fait venir nos nouveaux amis « écolos » dans notre internat, là encore pour des conférences, puis pour des actions plus engagées comme des

projections de films contre les centrales nucléaires. A tel point que notre établissement catholique devint un lieu de rendez-vous des babas cools de notre petite ville de province. Cela a donné parfois lieu à des rencontres inattendues au hasard d'un couloir, entre des parents d'élèves, militaires de carrière et hauts gradés, et des barbus hirsutes portant des tee-shirts avec des slogans antimilitaristes trop obscènes pour être répétés ici.

Ces années qui suivirent mai 68 furent donc pour moi une période de total paradoxe, entre contestation violente et idéologie non-violente, entre message humaniste christique et Eglise répressive, entre haute bourgeoisie urbaine et petits paysans – comme moi – ou néo-paysans.

Le devenir très contrasté de tous mes camarades de l'époque allait décanter ces paradoxes.

Les vrais « écolos » restèrent de vrais écologistes. Ils s'installèrent au Larzac ou en Afrique, et lancèrent ce qu'on appellerait aujourd'hui des « projets de développement durable ». D'autres, plus mystiques, allaient jouer les cadavres ambulants dans des sectes végétariennes.

Certains de mes camarades se tournèrent vers une contestation de plus en plus violente, allant jusqu'à soutenir, dans la décennie suivante, des groupes comme Action Directe, la bande à Baader ou les Brigades Rouges. Puis il se recyclèrent dans des mouvements « antifascistes » – quel paradoxe pour des partisans de la violence ! – comme Reflex ou Ras-le-Front, qui étaient alors financés en sous-main par le Parti Socialiste.

La plupart d'entre nous se sont simplement embourgeoisés en ne militant plus, ou en militant à gauche en bons pères de famille. C'est mon cas : j'ai adhéré au P.S. A l'époque, on y chantait encore l'Internationale, et on y apprenait la lutte des classes. J'y ai fréquenté un peu tous les courants, et j'ai avalé comme tout bon militant des paquets de couleuvres. J'ai évidemment été dupé, comme tout bon militant, par François Mitterrand, qui représente désormais à mes yeux le paradigme d'une autre dérive de l'engagement militant : le politicien.

Mais Mitterrand n'est pas seul à avoir su – et avec quel brio ! – appliquer le principe machiavélique qui consiste à récupérer un discours humaniste sincère – celui de Jaurès par exemple – pour faire exactement le contraire, pour assurer des carrières politiques ou médiatiques. Bon nombre d'« éléphants » du Parti Socialiste ont fait de même, mais aussi des militants « officialisés » du féminisme ou de l'antiracisme, plus soucieux d'assurer leur propre publicité que de mettre les mains dans le cambouis ou de chercher la vérité.

Et l'on retrouve alors l'analogie avec certains de « mes curés » – les cathos, pas les chrétiens -, et le fameux adage qu'on leur prête : « faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais ». Nicolas Sarkozy, lui aussi, a bien appris cette leçon. Ces nombreuses désillusions ne me rendent pas pessimiste pour autant. J'en retire de grandes leçons personnelles, et je porte désormais une meilleure analyse de toutes ces années d'après mai 68. Il y a d'une part des gens sincères, de tout bord, qui partagent une éthique profondément commune et altruiste. Cette éthique qui transcende les morales individuelles est aujourd'hui menacée à la fois par deux mouvements apparemment contradictoires : d'une part le chosisme – l'hyper-consommation – et d'autre part les ayatollahs de tous poils. Et puis il y a d'autre part les autres, les politiciens et les carriéristes, ceux qui se disent avant chaque acte ou chaque phrase : qu'est-ce que ça va me rapporter ?

Voilà la nouvelle ligne de fracture que je vois apparaître de plus en plus. Elle dépasse désormais les clivages droite-gauche et les origines sociales ou philosophiques. Elle fait la différence entre les démocrates et les totalitaristes, entre l'humanisme et le terrorisme (physique ou intellectuel). Finalement, j'ai fait la synthèse – comme on dit au P.S. – entre mes curés et mes camarades, entre les Evangiles qui font dire à Jésus que « la vérité vous rendra libre », et Jean Jaurès qui a déclaré que « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire, c'est de ne pas subir la loi du mensonge triomphant qui passe et de ne pas faire écho aux

applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques. »

Roger Heurtebise